

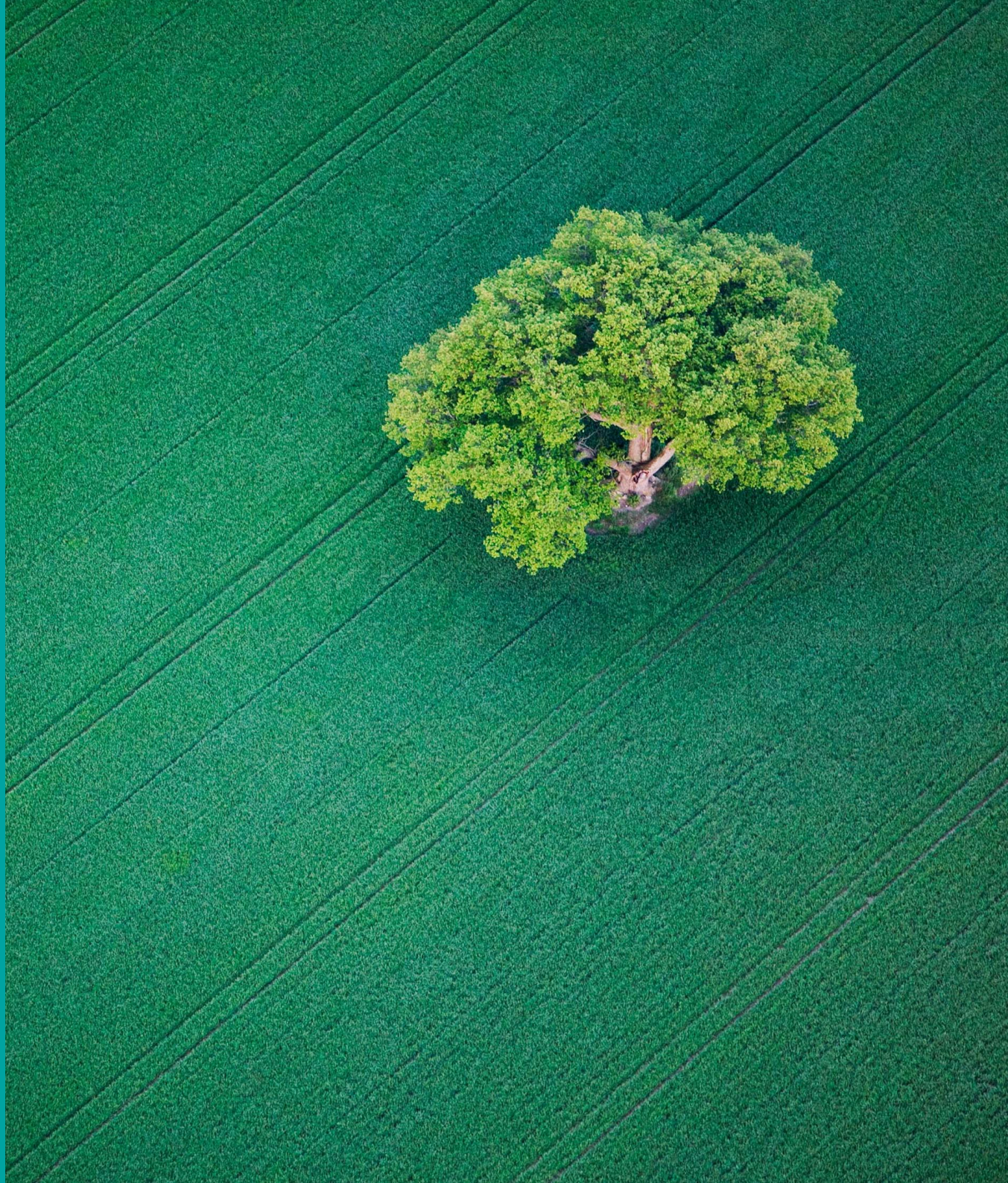


# Débat d'orientation budgétaire

Communauté de communes de la Dombes

22 mars 2017

[kpmg.fr](http://kpmg.fr)





# Cadre réglementaire

**Le débat d'orientation budgétaire est obligatoire pour les communes de + 3500 habitants et pour les EPCI dont une commune au moins compte plus de 3 500 habitants.**

**Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire d'une collectivité et doit permettre d'informer les membres du conseil communautaire sur la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leurs choix lors du vote du Budget Primitif. Le DOB doit préciser obligatoirement :**

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes en fonctionnement comme en investissement
- Les engagements pluriannuels envisagés
- La structure et la gestion de la dette
- La structure et de l'évolution des charges de personnel et des effectifs (pour les EPCI de plus de 10000 habitants comprenant une commune de plus de 3500 habitants uniquement)

**La tenue du Débat d'Orientation Budgétaire constitue une formalité substantielle prévue par la loi (article L2312-1 et suivants du CGCT).**



## **1. Contexte économique et budgétaire**

## **2. La Communauté de communes en chiffres**

## **3. Orientations pour 2017**

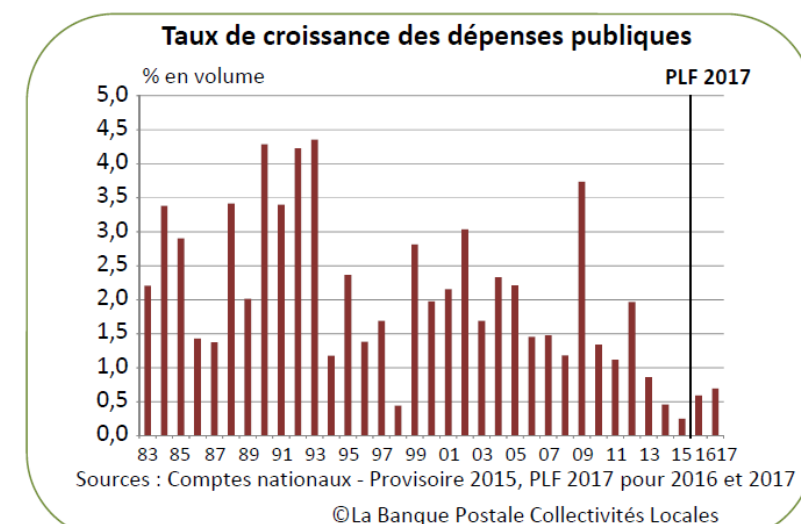
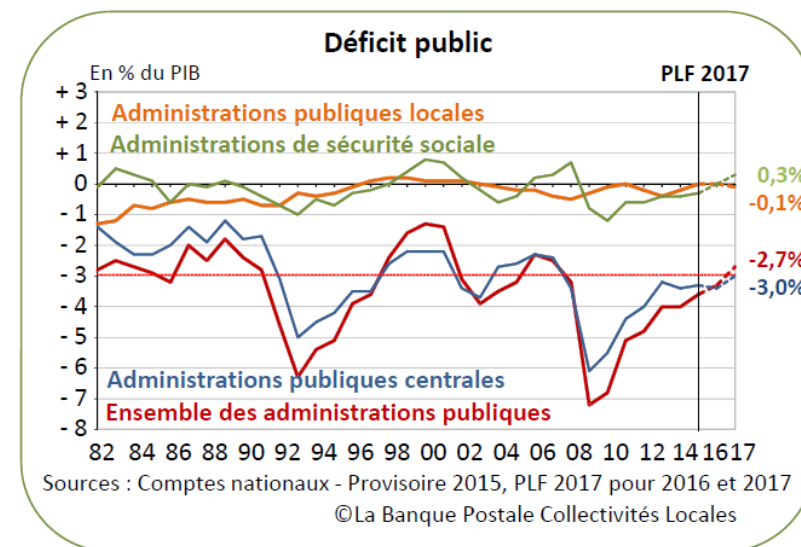
# Situation Macro-économique

- Un objectif de déficit public à 2,7% du PIB

| En % du PIB                                                                | 2014         | 2015           | 2016           | 2017 |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------|----------------|------|
| Trajectoire cible du déficit budgétaire<br>(Déficit effectivement atteint) | 4,4%<br>(4%) | 4,1%<br>(3,5%) | 3,6%<br>(3,3%) | 2,7% |
| Dont administrations publiques locales                                     | 0,3%         | 0,2%           | 0,3%           | 0,3% |

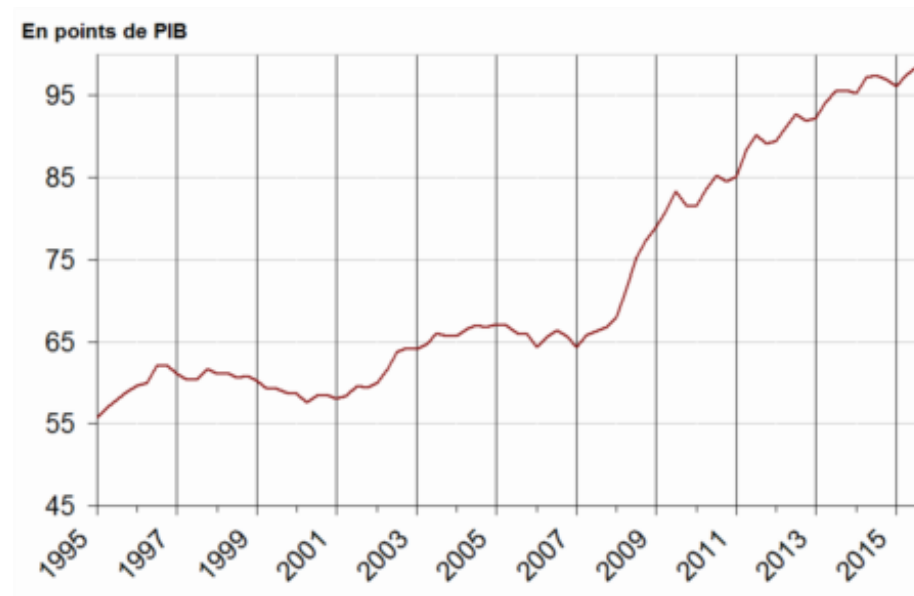
- Un objectif d'évolution de la dépense publique locale (ODEDEL) à 2%.  
Les objectifs fixés pour 2016 et 2017 ont été abaissés afin de tenir compte de la durabilité attendue d'une inflation relativement faible (0,2% en 2016 et 0,8% prév. En 2017)

| En %                                    | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-----------------------------------------|------|------|------|------|
| Evolution de la dépense publique locale | 1,2% | 0,5% | 1,2% | 2,0% |
| Dont dépenses de fonctionnement         | 2,8% | 2,0% | 1,6% | 1,7% |



# Situation Macro-économique

- A la fin du troisième trimestre 2016, la dette des administrations publiques au sens de Maastricht s'établit à 2 160,4 Mds d'euros, soit 97,6% du PIB.
- A la même époque, en 2015, la dette s'élevait à 96,9% du PIB.
- Notons que sur le 3e trimestre 2016, la contribution des administrations publiques locales à la dette publique s'élèverait à 192,9Md€, soit une baisse de 1,7Md€ par rapport au trimestre précédent



Evolution de la dette des administrations publiques en points de PIB

(données INSEE - parution des chiffres pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 prévue le 24 mars 2017)

# Le contexte économique et budgétaire global pour les collectivités

## Contexte général

### Contexte général

■ Une baisse de l'autofinancement des collectivités se poursuit en 2016 : les charges évoluent de 1,1% contre 1% pour les recettes de fonctionnement soit une baisse de l'épargne brute de -2,6% par rapport à 2015.

■ Après un recul cumulé de -17% en 2014 et 2015, l'investissement des collectivités locales repartirait à la hausse (+1,3%), dont une hausse de 0,5% des dépenses d'équipement (soit 85% de l'ensemble des investissements), essentiellement portée par le bloc communal.

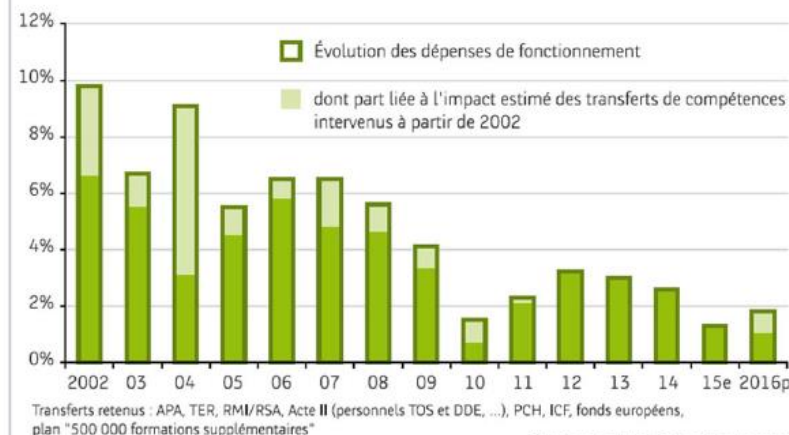
■ Ces dépenses d'investissement sont néanmoins principalement financées par l'autofinancement, puisque le recours à l'emprunt est en baisse. Le recours à l'endettement enregistre ainsi une progression modérée de 0,9 Md€. L'encours de dette serait cependant en progression plus importante (+1,5%, soit 2,6Md€), du fait de la capitalisation des indemnités de remboursements anticipés par les collectivités.

### Finances locales 2016 (estimations)\*

|                    |                     |
|--------------------|---------------------|
| Recettes de fonct. | 219,9 Mds€, + 1,0 % |
| Dépenses de fonct. | 182,5 Mds€, + 1,8 % |
| Épargne brute      | 37,4 Mds€, - 2,6 %  |
| Investissement     | 48,7 Mds€, + 1,3 %  |
| Encours de dette   | 181,7 Mds€, + 1,5 % |

© La Banque Postale

### Évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités locales



# Contexte budgétaire des collectivités territoriales

## Des dépenses en progression limitée : +0,8%

Des **dépenses de personnel** à la croissance stabilisée (+1,6%, soit 0,1 point de moins qu'en 2015)

De **charges financières** en nette baisse (-2,6%).

Une stabilisation des **autres dépenses** de fonctionnement, sur lesquelles des efforts importants avaient été consentis en 2015 (achats, subventions versées)

## Une évolution atone des recettes : +0,3%

Une nouvelle **baisse des dotations** au titre de la contribution au redressement des finances publiques (2,1Md€)

Des **recettes fiscales** (+2,8%) moins dynamiques qu'en 2015 (+4,1%) du fait d'une fiscalité économique ralentie (+1,4% pour la CVAE et +2,5% pour la CFE, contre +4,5% et +3,7% en 2015).

**Une épargne brute en recul : -2,7 %**

## Une reprise des dépenses d'investissement (+3%)

Des baisses successives ayant conduit à une réduction de 25% du volume de **dépenses d'équipement** entre 2013 et 2015.

Des mesures de l'Etat en faveur de l'investissement du bloc communal : création d'un **fonds de soutien** de 1Md€

## Un désendettement du bloc communal

Une épargne et des **recettes d'investissement** suffisantes pour couvrir le besoin de financement en 2016.

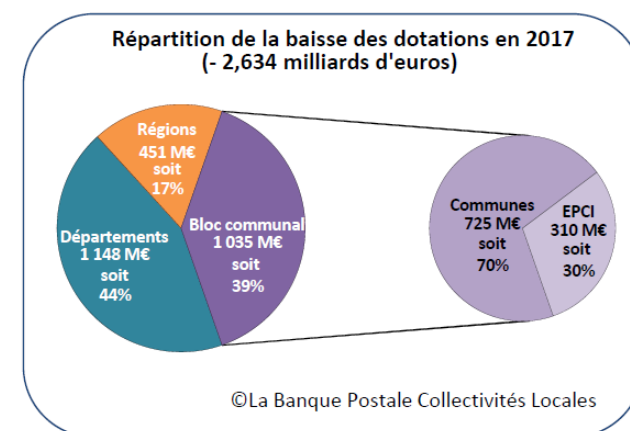
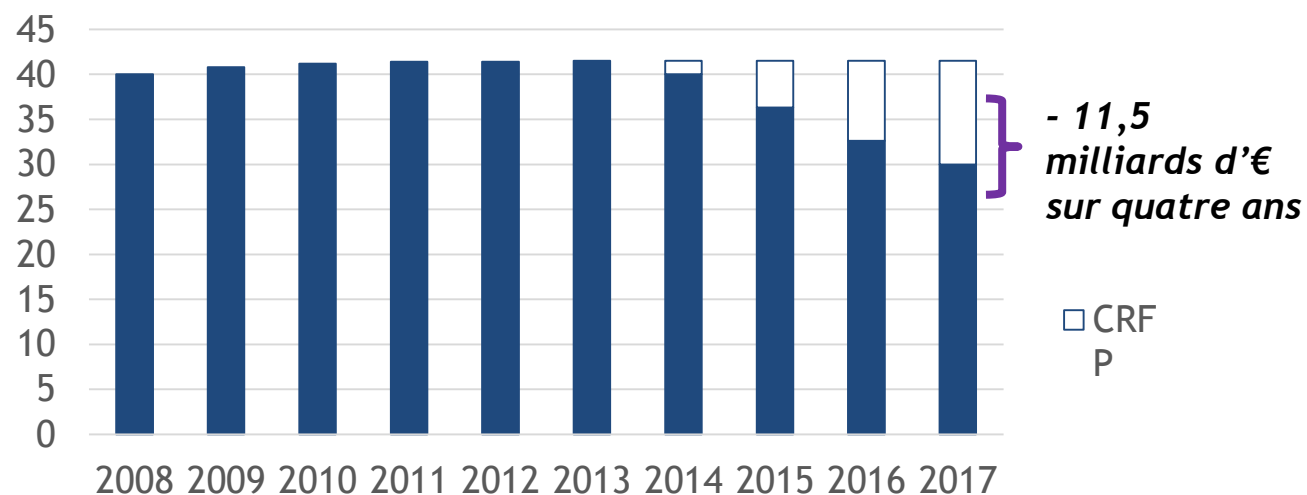
Des nouveaux **emprunts** en recul (-16,4%, à 7Md€),

# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

## Dotation d'intercommunalité et contribution au redressement des finances publiques

- **2017 sera la quatrième année de baisse des dotations de l'État au titre de la Contribution au redressement des finances publiques (CRFP) : moins 2,63 milliards d'€ pour l'ensemble des collectivités, soit moitié moins que prévu initialement par la loi de programmation des finances publiques.**
- **Abandon de la réforme de la DGF du bloc communal.**

Evolution de la DGF  
2008-2017





# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

## Dotations d'intercommunalité et contribution au redressement des finances publiques

### Évolution du nombre de compétences requises pour permettre l'éligibilité à la bonification de la DGF pour les Communautés de communes à FPU

| Jusqu'au 31.12.2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2017                                                                                                                                                                                                                      | À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| 4 compétences parmi 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 6 compétences parmi 11                                                                                                                                                                                                                                        | 9 compétences parmi 12                                                       |
| <b>développement économique :</b><br>aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire ;<br>actions de développement économique d'intérêt communautaire ;                                                                                                                                              | Actions de développement économique ;<br>création, aménagement, entretien et gestion de ZA ;<br>politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;<br>promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme | Id                                                                           |
| <b>aménagement de l'espace communautaire :</b> schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;<br>zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire                                                                                                                                                                                                                                              | Id.                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>En sus : PLU</b> , document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale |
| <b>Politique du logement social</b> d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;                                                                                                                                                                                                                                       | Id.                                                                                                                                                                                                                                                           | Id                                                                           |
| <b>Politique de la ville :</b><br>élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;<br>animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;<br>programmes d'actions définis dans le contrat de ville ; | Id.                                                                                                                                                                                                                                                           | Id                                                                           |

# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

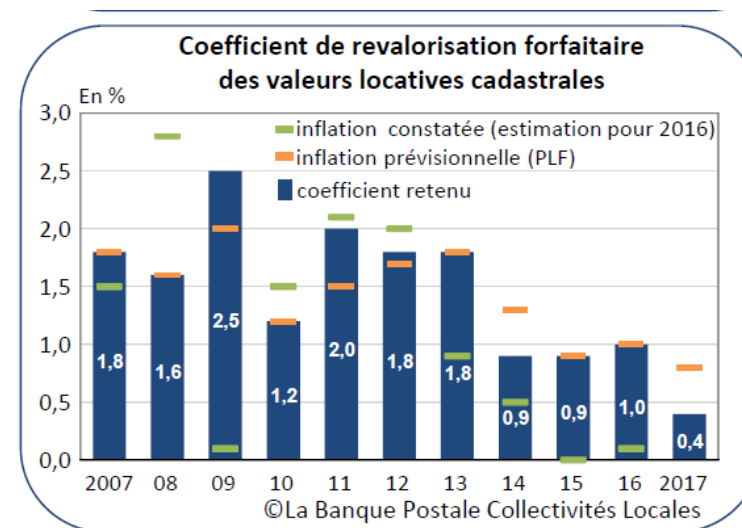
## Dotation d'intercommunalité et contribution au redressement des finances publiques

| Jusqu'au 31.12.2016                                                                                                                                                         | A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2017                                                                       | À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 4 compétences parmi 8                                                                                                                                                       | 6 compétences parmi 11                                                                                         | 9 compétences parmi 12                   |
| <b>Collecte et traitement des déchets</b> des ménages et déchets assimilés ;                                                                                                | Id.                                                                                                            | Id                                       |
| <b>Développement et d'aménagement sportif</b> de l'espace communautaire : construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire. | Id.                                                                                                            | Id                                       |
| <b>L'assainissement</b> collectif et l'assainissement non collectif.                                                                                                        | Id.                                                                                                            | Id                                       |
|                                                                                                                                                                             | Aménagement, entretien et gestion des <b>aires d'accueil des gens du voyage</b> ;                              | Id                                       |
|                                                                                                                                                                             | Création et gestion de <b>maisons de services</b> au public et définition des obligations de service au public | Id                                       |
|                                                                                                                                                                             | <b>Eau</b>                                                                                                     | Id                                       |
|                                                                                                                                                                             |                                                                                                                | <b>GEMAPI</b>                            |

# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

## Fiscalité et dotations

- **Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives : + 0,4 % en 2017, soit l'inflation constatée sur les 12 derniers mois.**
- **Enveloppe de 600 M€ pour soutenir les investissements structurants des communes et intercommunalités ;**
- **Enveloppe de 600 M€ dédiée aux territoires ruraux et aux villes petites et moyennes soit :**
  - 216 M€ destinés aux communes et intercommunalités de moins de 50 000 habitants pour financer les mesures prévues dans les contrats de ruralité;
  - 384 M€ abondant la DETR, portant ainsi cette dernière à 1 milliard d'euros.
- **Intégration du Fonds Départemental de Péréquation de Taxe Professionnelle (FDPTP) et de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRPT) aux variables d'ajustement, qui pourraient baisser de -40 %**



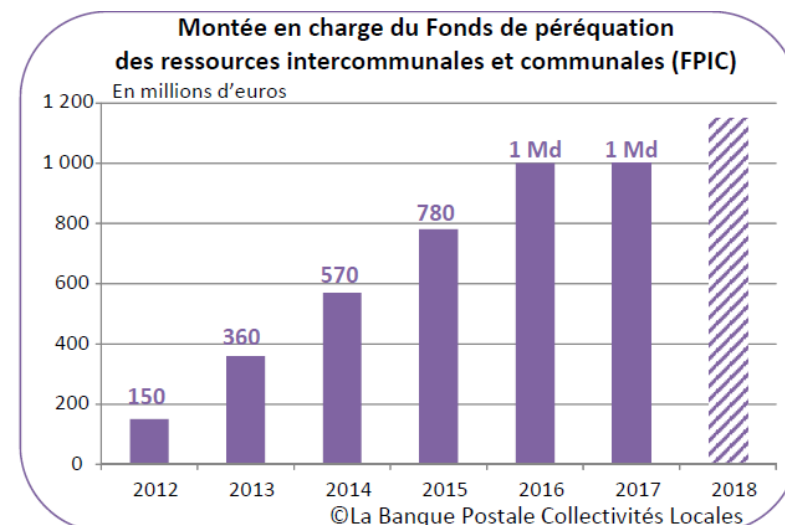
| Fonds de soutien à l'investissement local (FSIL)<br>en millions d'euros |                                         | 2017       |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------|
| Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)                     | Grandes priorités nationales            | <u>580</u> |
|                                                                         | dont pactes métropolitains d'innovation | 130        |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)                     |                                         | 1 000      |
| dont augmentation comptabilisée dans le FSIL                            |                                         | <u>384</u> |
| Autres dotations                                                        | Contrats de ruralité                    | <u>216</u> |
|                                                                         | Contrats État-Métropoles                | <u>20</u>  |
| Montant total FSIL (sommées des montants soulignés)                     |                                         | 1 200      |

© La Banque Postale

# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

## FPIC

- **Gel de la montée en charge du FPIC pour 2017 : 1 milliard d'€.**
- **En 2018, le FPIC devrait être fixé à 2% des recettes fiscales des communes et de leur groupement (env. 1,2 milliard d'€- +20%).**
- **Pour tenir compte des fusions intercommunales de 2017, nouveau mécanisme de sortie du bénéfice du FPIC**
  - En 2017, les ensembles intercommunaux qui cessent d'être éligibles au bénéfice du FPIC ou qui ont cessé de l'être en 2016 et qui restent inéligibles en 2017 perçoivent, à titre de garantie, une attribution égale à 90 % du bénéfice perçu par l'ensemble intercommunal en 2016, à 75 % en 2018 puis à 50 % en 2019.
- **Les communes qui ont un potentiel financier par habitant (PFI) deux fois supérieur au PFI par habitant moyen des communes de leur territoire sont exclues du bénéfice du FPIC, même dans le cadre de la garantie. Le montant non attribué est réparti au bénéfice des autres communes de l'ensemble intercommunal.**





# Les principales dispositions de la loi de finances pour 2017

## La CLECT et les attributions de compensation

### INSTAURATION D'UN DÉLAI D'APPROBATION DE 3 MOIS DU RAPPORT DE LA CLECT

- La CLECT a désormais **9 mois** pour se prononcer sur l'évaluation des charges transférées.
- Les conseils municipaux ont **3 mois** pour se prononcer sur le rapport de la CLECT à compter de sa transmission.
- En cas de non transmission du rapport de la CLECT aux communes, ou en l'absence d'approbation de celui-ci, **la loi définit une méthode appliquée par le préfet.**
- Le coût net retenu sera égal à la moyenne des dépenses figurant sur les comptes administratifs de la commune, actualisée en fonction de l'indice des prix hors tabac et de l'indice des prix de la formation brute de capital fixe des administrations publiques.

### ASSOUPPLISSEMENT DU RÉGIME DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION SI FUSION

- Possibilité les deux premières années (contre 1 aujourd'hui) de déroger à la reprise des AC existantes : le montant des attributions de compensation peut être augmenté ou diminué de 30 % maximum (contre 15% aujourd'hui), par un accord fixé par délibération du conseil communautaire statuant à la majorité des deux-tiers ou par délibérations concordantes du conseil communautaire et des communes intéressées.

### INSTAURATION D'UN RAPPORT QUINQUENNAL SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

- Rapport élaboré par le président de l'EPCI à partir de 2016 sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'EPCI.
- Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'EPCI. Il fait l'objet d'une délibération spécifique et il est obligatoirement transmis aux communes membres de l'EPCI.



## **1. Contexte économique et budgétaire**

## **2. La Communauté de communes en chiffres**

## **3. Orientations pour 2017**

# Communauté de communes de la Dombes

## Ratios budget général 2016

**Le budget général de la nouvelle Communauté présente, en version consolidée, après retraitement des éléments exceptionnels, des niveaux de bons niveaux de marges financières avec des ratios financiers au-dessus des moyennes constatées pour les EPCI.**

| Solde Intermédiaires de Gestion                            | Chalaronne<br>Centre 2016<br>retraité | Centre<br>Dombes<br>2016 retraité | CC<br>Chalamont<br>2016 retraité | TOTAL CC la<br>Dombes<br>Budget Général |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------|
| Produits réels d'exploitation                              | 1 978 299                             | 6 702 813                         | 1 870 949                        | 10 552 061                              |
| Charges réelles d'exploitation                             | 1 595 645                             | 5 300 809                         | 1 524 970                        | 8 421 424                               |
| <b>Excédent brut de gestion</b>                            | <b>382 654</b>                        | <b>1 402 004</b>                  | <b>345 979</b>                   | <b>2 130 636</b>                        |
| Produits financiers (+)                                    | 9 457                                 | 0                                 | 0                                | 9 457                                   |
| Charges financières                                        | 21 521                                | 114 932                           | 72 396                           | 208 850                                 |
| Produits exceptionnels                                     | 220                                   | 24 907                            | 467                              | 25 594                                  |
| Charges exceptionnelles                                    | 263                                   | 0                                 | 2                                | 264                                     |
| <b>Capacité d'autofinancement brute</b>                    | <b>370 547</b>                        | <b>1 311 979</b>                  | <b>274 048</b>                   | <b>1 956 573</b>                        |
| Remboursement du capital (-)                               | 58 433                                | 166 874                           | 189 344                          | 414 651                                 |
| <b>Capacité d'autofinancement nette</b>                    | <b>312 114</b>                        | <b>1 145 105</b>                  | <b>84 703</b>                    | <b>1 541 922</b>                        |
|                                                            |                                       |                                   |                                  |                                         |
|                                                            |                                       |                                   |                                  | CC la Dombes                            |
| <i>EBE en % des produits réels de fonctionnement</i>       |                                       |                                   |                                  | 20,12%                                  |
| <i>CAF brute en % des produits réels de fonctionnement</i> |                                       |                                   |                                  | 18,48%                                  |
| <i>CAF nette en % des produits réels de fonctionnement</i> |                                       |                                   |                                  | 14,56%                                  |

# Communauté de communes de la Dombes

Approche consolidée avec les budgets annexes

**Les ratios de marges financières sont en légère baisse suite à l'intégration des budgets annexes, à des niveaux qui demeurent néanmoins bons.**

**Le ratio de capacité de désendettement reste quasi stable.**

| Solde Intermédiaires de Gestion         | TOTAL CC la Dombes<br>Budget Général | Déchets<br>Chalaronne<br>Centre | Créathèque<br>Chalaronne<br>Centre | Commerces<br>Chalaronne<br>Centre | Base CC<br>Chalamont | TOTAL hors<br>SPIC et ZAE |
|-----------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|---------------------------|
| Produits réels d'exploitation           | 10 552 061                           | 1 243 590                       | 85 320                             | 41 965                            | 147 141              | 12 070 076                |
| Charges réelles d'exploitation          | 8 421 424                            | 1 243 579                       | 28 067                             | 13 022                            | 178 103              | 9 884 195                 |
| <b>Excédent brut de gestion</b>         | <b>2 130 636</b>                     | <b>11</b>                       | <b>57 253</b>                      | <b>28 943</b>                     | <b>-30 963</b>       | <b>2 185 881</b>          |
| Produits financiers (+)                 | 9 457                                | 0                               | 0                                  | 0                                 | 0                    | 9 457                     |
| Charges financières                     | 208 850                              | 9 457                           | 9 409                              | 1 915                             | 13 325               | 242 957                   |
| Produits exceptionnels                  | 25 594                               | 60 341                          | 30                                 | 2 156                             | 382                  | 88 503                    |
| Charges exceptionnelles                 | 264                                  | 19 570                          | 0                                  | 22 070                            | 190                  | 42 095                    |
| <b>Capacité d'autofinancement brute</b> | <b>1 956 573</b>                     | <b>31 325</b>                   | <b>47 874</b>                      | <b>7 114</b>                      | <b>-44 096</b>       | <b>1 998 789</b>          |
| Remboursement du capital (-)            | 414 651                              | 18 236                          | 68 879                             | 9 929                             | 21 134               | 532 830                   |
| <b>Capacité d'autofinancement nette</b> | <b>1 541 922</b>                     | <b>13 088</b>                   | <b>-21 006</b>                     | <b>-2 816</b>                     | <b>-65 230</b>       | <b>1 465 959</b>          |

|                                                            | CC la Dombes | CC la Dombes |
|------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <i>EBE en % des produits réels de fonctionnement</i>       | 20,12%       | 17,96%       |
| <i>CAF brute en % des produits réels de fonctionnement</i> | 18,48%       | 16,43%       |
| <i>CAF nette en % des produits réels de fonctionnement</i> | 14,56%       | 12,05%       |

|                                   | TOTAL CC de la Dombes | Déchets<br>Chalaronne<br>Centre | Créathèque<br>Chalaronne<br>Centre | Commerces<br>Chalaronne<br>Centre | Base CC<br>Chalamont | TOTAL CC<br>de la Dombes |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------------|
| Encours dette actuelle au 31/12/N | 8 039 364             | 0                               | 255 656                            | 45 412                            | 317 738              | 8 658 171                |
| <b>TOTAL Encours au 31/12/N</b>   | <b>8 039 364</b>      | <b>0</b>                        | <b>255 656</b>                     | <b>45 412</b>                     | <b>317 738</b>       | <b>8 658 171</b>         |
| <b>CAF brute</b>                  | <b>1 956 573</b>      | <b>31 325</b>                   | <b>47 874</b>                      | <b>7 114</b>                      | <b>-44 096</b>       | <b>1 998 789</b>         |

Capacité dynamique de désendettement

4,1 ans

4,3 ans

# Communauté de communes de la Dombes

## Endettement

**L'endettement du budget général demeure, en consolidation, d'un bon niveau, sous le seuil des 6 années.**

|                                             | <b>Chalaronne<br/>Centre</b> | <b>Centre<br/>Dombes</b> | <b>Chalamont<br/>CC</b> | <b>TOTAL CC de la<br/>Dombes</b> |
|---------------------------------------------|------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Encours dette actuelle au 31/12/N           | 771 969                      | 4 273 308                | 2 994 087               | 8 039 364                        |
| <b>TOTAL Encours au 31/12/N</b>             | <b>771 969</b>               | <b>4 273 308</b>         | <b>2 994 087</b>        | <b>8 039 364</b>                 |
|                                             |                              |                          |                         |                                  |
| <b>CAF brute</b>                            | <b>370 547</b>               | <b>1 311 979</b>         | <b>274 048</b>          | <b>1 956 573</b>                 |
|                                             |                              |                          |                         |                                  |
| <b>Capacité dynamique de désendettement</b> | <b>2,1 ans</b>               | <b>3,3 ans</b>           | <b>10,9 ans</b>         | <b>4,1 ans</b>                   |

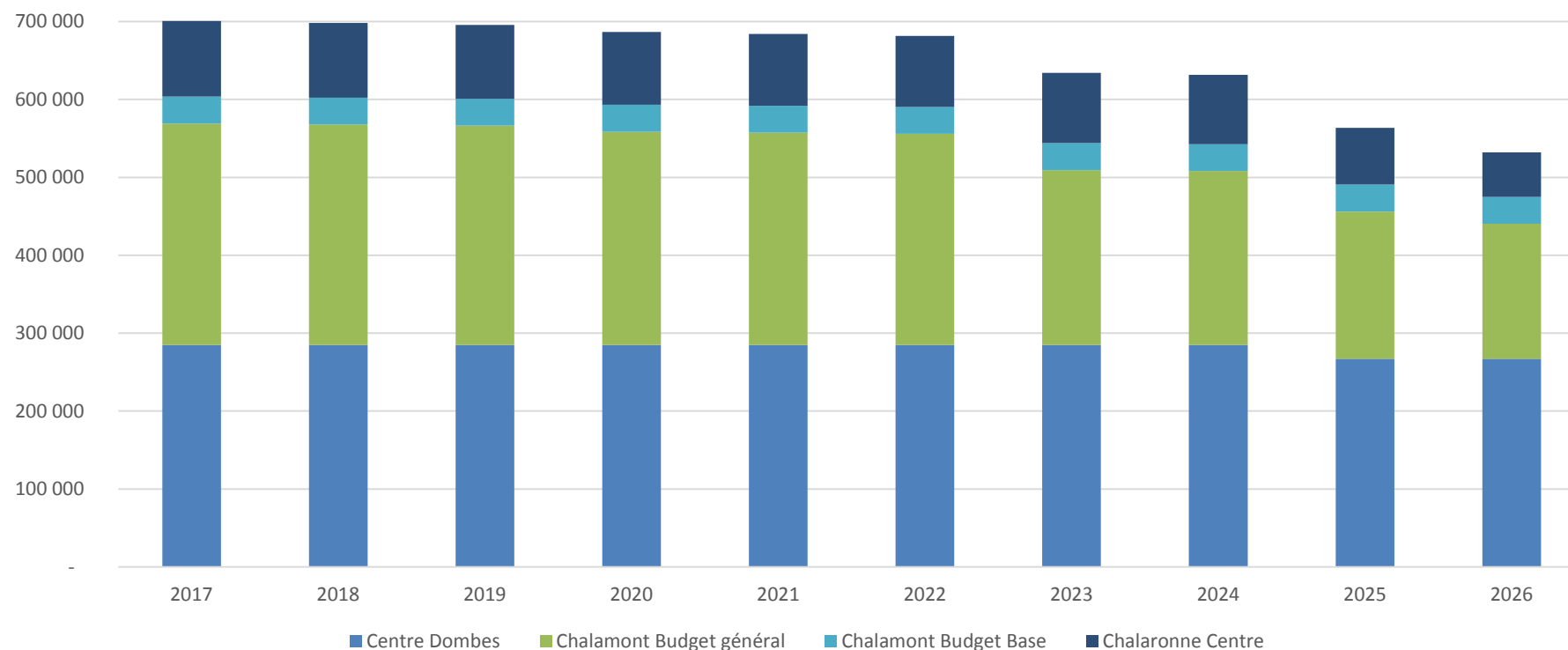


# Communauté de communes de la Dombes

## Endettement

### Evolutions prévisionnelles des annuités de dette sur la période 2017-2026

| Annuités prévisionnelles | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           |
|--------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Centre Dombes            | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 284 879        | 267 081        | 267 081        |
| Chalamont Budget général | 284 188        | 282 898        | 281 608        | 273 677        | 272 375        | 271 083        | 224 543        | 223 257        | 189 133        | 173 381        |
| Chalamont Budget Base    | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         | 34 481         |
| Chalaronne Centre        | 97 028         | 95 865         | 94 702         | 93 540         | 92 377         | 91 214         | 90 051         | 88 888         | 72 741         | 56 970         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>700 576</b> | <b>698 124</b> | <b>695 671</b> | <b>686 577</b> | <b>684 111</b> | <b>681 657</b> | <b>633 954</b> | <b>631 506</b> | <b>563 437</b> | <b>531 914</b> |





## **1. Contexte économique et budgétaire**

## **2. La Communauté de communes en chiffres**

## **3. Orientations pour 2017**

# Structure et évolution des charges de personnel et des effectifs

Pour 2017, il est proposé d'établir le volume des charges de personnel au regard des inscriptions 2016 de chaque Communauté de communes historiques, accrues des nouveaux recrutements projetés :

- 1 poste ADS
- 1 poste comptabilité
- 1 poste LEADER
- 1 poste PAEC/NATURA
- 0,5 poste MSAP

|                | BP 2016             |                       |                     |                                                      |
|----------------|---------------------|-----------------------|---------------------|------------------------------------------------------|
| CH 012         | CHALAMONT           | CHATILLON             | VILLARS             | PROPOSITION BP<br>2017 (TOTAL BP<br>2016 + 4 POSTES) |
| BP             | 211 000,00 €        | 739 101,00 €          | 850 000,00 €        |                                                      |
| BA BASE        | 79 450,00 €         | - €                   | - €                 |                                                      |
| BA SPANC       | - €                 | 60 840,00 €           | - €                 |                                                      |
| BA DECHETS     | - €                 | 267 019,00 €          | - €                 |                                                      |
| BA ADS         | - €                 | - €                   | 40 000,00 €         |                                                      |
| <b>TOTAL</b>   | <b>290 450,00 €</b> | <b>1 066 960,00 €</b> | <b>890 000,00 €</b> | <b>2 430 410,00 €</b>                                |
| + 3 % GVT      |                     |                       |                     | <b>2 503 322,30 €</b>                                |
| <b>BP 2017</b> |                     |                       |                     | <b>2 513 000,00 €</b>                                |

Les effectifs de la nouvelle Communauté sont au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de 55 agents, pour 49,04 ETP.

## Orientations budgétaires envisagées et engagements pluriannuels

| Equipement                                                      | Montant     |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|
| Centre Aquatique                                                | 5.450.000 € |
| Salle de spectacle                                              | 2.000.000 € |
| Equipement sportif Chalamont                                    | 1.500.000 € |
| Terrain de football synthétique (fc)                            | 165.000 €   |
| Hôtel d'Entreprises                                             | 1.150.000 € |
| Micro-crèche Marlieux                                           | 800.000 €   |
| RAM Mionnay                                                     | 250.000 €   |
| Office du Tourisme Villars les Dombes (construction + mobilier) | 320.000 €   |
| OT hors les murs « tourisme-truck »                             | 100.000 €   |
| Proximité                                                       | 50.000 €    |
| Créathèque                                                      | 170.000 €   |

# Orientations budgétaires envisagées et engagements pluriannuels

|                                                                      |                     |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>Aménagement de la base</b>                                        | <b>250.000 €</b>    |
| <b>Réhabilitation déchèterie Chalamont</b>                           | <b>735.000 €</b>    |
| <b>Réfection déchèterie Châtillon sur Chalaronne</b>                 | <b>1.530.000 €</b>  |
| <b>Colonnes enterrées, aériennes et Points d'Apports Volontaires</b> | <b>200.000 €</b>    |
| <b>Etude compétence assainissement collectif</b>                     | <b>250.000 €</b>    |
| <b>Panneaux d'information radars</b>                                 | <b>200.000 €</b>    |
| <b>Centre technique équin de Chatenay</b>                            | <b>60.000 €</b>     |
| <b>Sécurisation et divers investissements bâtiments</b>              | <b>180.000 €</b>    |
| <b>Achat véhicule SPANC</b>                                          | <b>10.000 €</b>     |
| <b>Fonds de concours</b>                                             | <b>1.137.000 €</b>  |
| <b>TOTAL des investissements</b>                                     | <b>16.507.000 €</b> |

## Orientations budgétaires envisagées et engagements en fonctionnement pour 2017

| Objet                                                             | Montant          |
|-------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>Subventions et participations action sociale, versement OT</b> | <b>635.000 €</b> |
| <b>Véhicules</b>                                                  | <b>20.000 €</b>  |
| <b>TOTAL fonctionnement</b>                                       | <b>655.000 €</b> |



## Orientations budgétaires envisagées et engagements pluriannuels zones d'activités

| Objet                                                                                                                                                                                                                  | Montant            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <b>ZAE de la Dombes (hors fibre non chiffrée)</b>                                                                                                                                                                      | <b>410.000 €</b>   |
| <b>Parc d'Activités Chalaronne Centre</b>                                                                                                                                                                              | <b>285.000 €</b>   |
| <b>Parc d'Activités Saint Trivier</b>                                                                                                                                                                                  | <b>731.000 €</b>   |
| <b>ZA La Bourdonnière</b>                                                                                                                                                                                              | <b>15.000 €</b>    |
| <b>Achat de terrains pour les zones de Chaneins (8 000 m<sup>2</sup>), Neuville les Dames (9 803 m<sup>2</sup>), Extension zone Chalamont, St Paul de Varax (2 874 m<sup>2</sup>) + travaux entretien des 10 zones</b> | <b>590.000 €</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                           | <b>2 031.000 €</b> |



[kpmg.fr](https://www.kpmg.fr)

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2016 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. **[Imprimé en France] [A usage interne]. Crédit photos : XXX.**